

RCS : LYON Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 03282 Numéro SIREN : 383 324 449 Nom ou dénomination : RETAIL GLOBAL SOLUTIONS

Ce dépôt a été enregistré le 13/09/2018 sous le numéro de dépôt B2018/035513

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n°de dépôt : **B2018/035513**
n°de gestion : **1991B03282**
n°SIREN : **383 324 449 RCS Lyon**

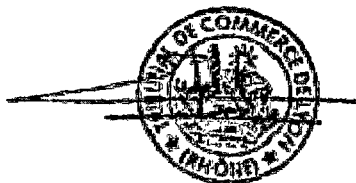
Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 13/09/2018 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

RETAIL GLOBAL SOLUTIONS - Société par actions simplifiée
6 et 8 rue du 35ème Régiment D'aviation 69500 Bron -FRANCE-

date de clôture : 31/12/2017

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



5122891



Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	269 664	150 280	119 384	133 293
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	1 649	1 649		
Autres immobilisations corporelles	490 651	291 539	199 112	237 124
Immobilisations en cours	269 501		269 501	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	389 500		389 500	397 000
Créances rattachées à des participations	933 789		933 789	997 910
Autres titres immobilisés				
Prêts	152		152	3 250
Autres immobilisations financières	53 737		53 737	48 337
ACTIF IMMOBILISE	2 408 643	443 468	1 965 175	1 816 914
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	798 796		798 796	1 251 254
Autres créances	1 544 538		1 544 538	1 132 170
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	746 165		746 165	756 260
(dont actions propres :)				
Disponibilités	807 692		807 692	1 127 882
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	23 000		23 000	55
ACTIF CIRCULANT	3 920 191		3 920 191	4 267 620
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	6 328 834	443 468	5 885 366	6 084 534

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 450 000)	450 000	450 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	45 000	45 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	905 260	496 474
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	588 447	908 785
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	104 577	133 293
CAPITAUX PROPRES	2 093 284	2 033 553
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	201 502	236 502
Provisions pour charges		
PROVISIONS	201 502	236 502
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	943 037	1 006 366
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	30 000	30 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	815 452	1 217 959
Dettes fiscales et sociales	644 325	1 017 121
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 157 766	543 034
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	3 590 580	3 814 480
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	5 885 366	6 084 534

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	19 478		19 478	22 341
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 858 547		2 858 547	6 640 166
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 878 025		2 878 025	6 662 507
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			-89 969	-76 766
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			193 266	258 401
Autres produits			43 631	39 658
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 024 954	6 883 800
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			504	1 210
Variation de stock (marchandises)				5 792
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 090 630	4 196 462
Impôts, taxes et versements assimilés			88 950	85 810
Salaires et traitements			964 548	1 025 345
Charges sociales			335 207	569 247
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			95 275	85 713
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				91 000
Autres charges			37 388	9 720
CHARGES D'EXPLOITATION			2 612 503	6 070 299
RESULTAT D'EXPLOITATION			412 451	813 501
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			318 900	342 626
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			24 865	26 172
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			24 355	26 431
PRODUITS FINANCIERS			368 121	395 230
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			44 545	34 284
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			44 545	34 284
RESULTAT FINANCIER			323 576	360 945
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			736 027	1 174 446

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	28 716	25 655
PRODUITS EXCEPTIONNELS	28 716	25 655
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		10 500
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		10 500
RESULTAT EXCEPTIONNEL	28 716	15 155
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	52 205	
Impôts sur les bénéfices	124 091	280 816
TOTAL DES PRODUITS	3 421 790	7 304 685
TOTAL DES CHARGES	2 833 343	6 395 899
BENEFICE OU PERTE	588 447	908 785

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2017 au 31/12/2017 soit une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 5 885 366 euros.

Le compte de résultat dégage ainsi un résultat 588 447 euros.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

• Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants

Immobilisations incorporelles	Durée d'amortissement
Logiciels	1 à 5 ans en linéaire

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations, ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants

Immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 5 ans en linéaire
Install. générales agencements, aménagements	5 à 15 ans en linéaire
Matériel de transport	3 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans en linéaire
Mobilier	4 à 5 ans en linéaire

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations financières

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

- Evaluation des stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix d'achat connu. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

- Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

- Dérogations aux principes généraux

- Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

- Changements de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	239 714		29 950
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 649		
Installations générales, agenc., aménag.	322 767		2 949
Matériel de transport	32 498		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	121 984		10 455
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			269 501
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	478 897		282 904
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 394 910		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	51 587		5 400
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 446 497		5 400
TOTAL GENERAL	2 165 108		318 254

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			269 664	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			1 649	
Installations générales, agencements divers			325 715	
Matériel de transport			32 498	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			132 438	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			269 501	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			761 801	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations	71 621		1 323 289	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	3 098		53 889	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	74 719		1 377 178	
TOTAL GENERAL	74 719		2 408 643	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	106 421	43 859		150 280
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 649			1 649
Installations générales, agenc. et aménag. divers	118 409	31 082		149 491
Matériel de transport	32 498			32 498
Matériel de bureau et informatique, mobilier	89 217	20 333		109 551
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	241 773	51 416		293 188
TOTAL GENERAL	348 194	95 275		443 468

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

28 716

-28 716

Terrains

Construct.

- sol propre

- sol autrui

- installations

Install. Tech.

Install. Gén.

Mat. Transp.

Mat bureau

Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

28 716

-28 716

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	133 293		28 716	104 577
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	133 293		28 716	104 577
Provisions pour litiges	236 502		35 000	201 502
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	236 502		35 000	201 502
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	369 795		63 716	306 079
Dotations et reprises d'exploitation			35 000	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles			28 716	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	933 789	185 363	748 426
Prêts	152	152	
Autres immobilisations financières	53 737		53 737
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	798 796	798 796	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 800	2 800	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	183 496	183 496	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	132 355	132 355	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	1 171 291	1 171 291	
Débiteurs divers	21 121	21 121	
Charges constatées d'avance	23 000	23 000	
TOTAL GENERAL	3 320 537	2 518 375	802 163

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

3 098

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	6 181	6 181		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	936 856	188 430	748 426	
Emprunts et dettes financières divers	30 000			30 000
Fournisseurs et comptes rattachés	781 977	781 977		
Personnel et comptes rattachés	270 553	270 553		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	163 381	163 381		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	105 539	105 539		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	104 852	104 852		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 058 720	1 058 720		
Autres dettes	99 046	99 046		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	3 557 105	2 778 678	748 426	30 000

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

64 121

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES A PAYER			
INTERETS COURUS SUR EMPRUNT	3 067	3 067	
FOURNISS FACT NON PARVENUES	535 420	695 576	-160 156
AVOIR A ETABLIR	99 046	157 611	-58 565
INTERETS COURUS SUR Cpte COURANT	9 861		9 861
PERSONNEL CAP	120 000	110 000	10 000
DETTES PROVISIO POUR CONGES	59 864	63 205	-3 341
DETTES PRO PARTICIPATION	31 000	31 000	
PERSONNEL - INTERESSEMENT	59 340	137 750	-78 409
CHARGES A PAYER	51 638	48 400	3 238
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	26 939	26 546	393
AUTRES CHARGES SOCIALES A PAYER	26 810	26 810	
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	21 000	1 922	19 078
ETAT - TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER	5 574	7 372	-1 798
ETAT - FORMATION CONTINUE A PAYER	9 969	23 983	-14 015
ETAT - CET A PAYER	52 037	87 582	-35 525
ETAT - TAXE ORD MENAGERES A PAYER	12 450	47	12 403
ETAT - C3S A PAYER	133	133	
ETAT - EFFORT CONSTRUCTION A PAYER	3 689	4 253	-564
INTERETS COURUS A PAYER BANQUE	1 788	1 515	273
TOTAL CHARGES A PAYER	1 129 625	1 426 752	-297 127

Charges et produits constatés d'avance

Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE			
CHGES CONSTATEES D AVANCE	23 000	55	22 945
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	23 000	55	22 945

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR			
FACTURE A ETABLIR	234 440	1 051 723	-817 283
AVOIR A RECEVOIR		2 880	-2 880
INTERETS COURUS SUR CPTE COURANT		7 487	-7 487
PRODUITS A RECEVOIR	10 599	3 380	7 239
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	245 039	1 065 449	-820 411

Eléments sur les postes des entreprises liées

Rubriques	Entreprises liées	Participations
-----------	-------------------	----------------

ACTIF IMMOBILISE

Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		389 500
Créances rattachées à des participations		933 789
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		

ACTIF CIRCULANT

Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		517 265
Autres créances		1 171 291
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		

DETTES

Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		1 048 859
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Produits de participations		300 000
Autres produits financiers		18 900
Charges financières		21 522

Composition du capital social

Exprimé en €

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	15 000			30

Filiales et participations

Sociétés concernées	Capital	Q.P. Détenue	Val. Brute titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
	Capitaux propres	Divid. Encaiss.	Val. Nettes titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50 %)					
RMD CONSULTANTS	37 000	100,00	37 000		204 736
69500 BRON	94 799		37 000		11 499
HAPPY CONCEPTS DEVELOPPEMENT	100 000	100,00	100 000	554 177	1 975 405
69500 BRON	174 501		100 000		24 440
SO'REST	10 000	100,00	10 000	121 371	3 506 850
69500 BRON	329 273		10 000		114 058
SODI SUD	10 000	100,00	10 000	-322 797	1 341 599
69500 BRON	263 198	90 000	10 000		40 202
SODI OUEST	10 000	100,00	10 000	-123 533	2 684 050
69500 BRON	273 197	90 000	10 000		105 976
SODI NORD	10 000	100,00	10 000	-33 803	2 421 319
69500 BRON	254 182	70 000	10 000		105 020
SODI CENTRE	10 000	100,00	10 000	301 602	15 860 604
69500 BRON	287 105		10 000		154 612
SODI EST	10 000	100,00	10 000	27 816	3 152 655
69500 BRON	246 234	50 000	10 000		120 597
SO'GEREST	10 000	100,00	10 000	-245 024	3 841 631
69500 BRON	175 121		10 000		66 130
SO'GERNORD	10 000	100,00	10 000	51 904	2 542 312
69500 BRON	219 820		10 000		103 757
SO'GEROUEST	10 000	100,00	10 000	36 284	2 399 970
69500 BRON	179 468		10 000		90 893
SO'GERSUD	10 000	100,00	10 000	21 801	1 269 589
69500 BRON	34 714		10 000		21 731
SO'GERCENTRE	10 000	100,00	10 000	- 1942	1 650 581
69500 BRON	76 698		10 000		38 371
OZ	150 000	100,00	150 000	56 336	6 608 816
69500 BRON	172 350		150 000		22 350

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements donnés	Total	Dirigeants	Au profit de Filiales	Autres
Caution bancaire CIC (E.F.R.*)	200 000			200 000
Caution bancaire BNP (E.F.R.*)	100 000			100 000
Caution bancaire CIC pour HCD	130 000		130 000	
Caution solidaire au profit de SO'REST (Avia TD**)	90 000		90 000	
Nantissement de compte bancaire rémunéré au profit de SO'REST	45 000		45 000	
Nantissement de compte titres financiers au profit de HCD	95 532		95 532	
	663 410	0	312 410	351 000

* : European Forecourt Retail Group, exploitant le réseau français de station-service BP.

** : Avia Thevenin Ducrot

Engagements reçus

Engagements reçus	Total	Dirigeants	Accordés par Filiales	Autres
Emprunt garanti par BPI	184 325			184 325
	184 325	0	0	184 325

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts et dettes financières divers	100 000
Nantissement de compte bancaire rémunéré	100 000
TOTAL	100 000

Informations complémentaires

➤ Répartition des résultats : le bilan des activités

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	736 027	169 676	566 351
Résultat exceptionnel à court terme	28 716	6 620	22 096
Participations des salariés aux fruits de l'expansion	0	0	0
RESULTAT COMPTABLE	764 743	176 296	588 447

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

➤ Honoraires des commissaires aux comptes

Nous avons comptabilisé 10 200 € au titre des honoraires pour la mission des commissaires aux comptes.

➤ Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2017, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2017	Effectif
Cadres	7
Agents de maîtrise, techniciens et employés	14
Ouvriers	0
TOTAL	21

➤ Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Notre société a souscrit une couverture auprès du CESA, Caisse relevant du groupe IRP Auto.

Nous versons des cotisations obligatoires, en contrepartie de la prise en charge du coût des départs à la retraite des salariés

➤ Comptabilisation présentation du CICE : mode pour la Comptabilité et Emploi CICE

Le CICE est calculé au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes. Conformément à la note d'information de l'Autorité des Normes Comptables du 28 février 2013, sa comptabilisation a été réalisée par une diminution des charges de personnel au crédit d'un sous compte 64.

Le CICE 2017, d'un montant de 28 266 € a été utilisé pour les actions suivantes :

- Prospection de nouveaux marchés : un investissement dans une action de conseil en stratégie d'entreprise et de développement a été effectué dans l'objectif de mieux répondre aux attentes des marchés. Notre société a également prospecté pour un projet de croissance externe.
- Investissements complémentaires dans le logiciel de gestion.
- Formation du personnel sur les actions de ventes et sur les modules HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement).
- Recrutement de personnel lié à la structuration de nos activités. Ces recrutements sont intervenus dans les services : comptables et financiers, opérationnel et ressources humaines.
- Enfin une partie de crédit d'impôt a permis à notre société de consolider ses fonds propres lui permettant de sécuriser davantage ses clients.

RETAIL GLOBAL SOLUTIONS
Société par Actions Simplifiée au capital de 450.000 €
Siège social : 6/8 Rue du 35ème Régiment d'Aviation
69500 BRON
383 324 449 R.C.S LYON

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE DU 8 JUIN 2018**

AFFECTATION DU RESULTAT

EXERCICE CLOS LE 31.12.2017

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice s'élevant à 588.447,12 euros de la façon suivante :

- A titre de distribution de dividendes aux associés 570.000.00 euros
- Le solde au poste autres réserves 18.447,12 euros

Le dividende mis en distribution correspondra à 38 euros par action.

Comme l'y oblige la législation en vigueur, pour les dividendes versés aux personnes physiques, la Société retiendra sur le montant brut du dividende global:

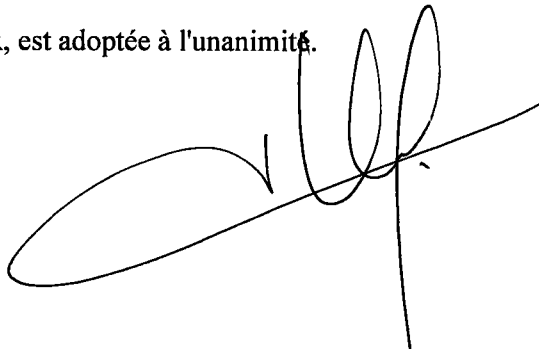
- 17,20 % au titre des prélèvements sociaux
- 12,80% au titre du prélèvement forfaitaire unique (PFU) de l'impôt sur le revenu.

Par dérogation à l'application du PFU, le contribuable sur option expresse et irrévocable peut opter à l'imposition du dividende au barème progressif de l'impôt sur le revenu, exercée chaque année lors du dépôt de sa déclaration de revenus, étant précisé que ce dividende est éligible à l'abattement de 40 %. Cette option concerne l'ensemble des revenus soumis au PFU tel que plus-values sur titres.

L'assemblée générale confirme que les distributions intervenues au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercices	Dividendes
31 décembre 2016	500.000 €
31 décembre 2015	300.000 €
31 décembre 2014	180.000 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



EXEMPLAIRE GREFFE

RETAIL GLOBAL SOLUTIONS
Société par actions simplifiée

Siège social
6/8 rue du 35^{ème} Régiment d'aviation
69 500 BRON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2017

RETAIL GLOBAL SOLUTIONS
Société par actions simplifiée
Siège social
6/8 rue du 35^{ème} Régiment d'aviation
69 500 BRON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux associés,

I. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société RETAIL GLOBAL SOLUTIONS, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'ai estimé que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui m'est applicable, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous porte à votre connaissance l'appréciation suivante qui, selon mon jugement professionnel, a été le plus important pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Je me suis assuré que les valeurs d'inventaire des titres de participation étaient au moins égales à leurs valeurs nettes comptables figurant au bilan. J'ai estimé que les éléments retenus pour déterminer les valeurs d'inventaire étaient pertinents.

L'appréciation ainsi portée s'inscrit dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, je vous signale que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 24 Mai 2018

Le Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'T. Chalvin', with a stylized flourish at the end.

Thibault CHALVIN
Commissaire aux Comptes